

LE REVENU DES MENAGES ET SON UTILISATION : CONSOMMATION ET EPARGNE

LES REVENUS DES MENAGES

Le revenu primaire représente les recettes monétaires que les agents tirent de leur contribution, directe (production) ou indirecte (placement de l'épargne), à l'activité économique. On distingue quatre formes principales de revenu : les revenus du travail (exemple le salaire pour les ménages), les revenus de l'épargne (intérêts et dividendes), le profit (des entreprises) et la rente (revenu régulier qui ne dépend pas du travail mais de la propriété foncière ou des placements en emprunts publics). Les ménages répartissent leur revenu net disponible (après versement des impôts et cotisations sociales et encaissements des revenus indirects) entre la consommation et l'épargne

L'ORIGINE DES REVENUS

Les revenus représentent la contrepartie monétaire de l'activité productive des agents ou de la collectivité.

Typologie générale

Le revenu primaire, complété par des transferts (allocations, subventions), correspond au **revenu brut**. Le **revenu net**, ou **revenu disponible** d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Revenu brut = revenus primaires + revenu secondaire (ou de transfert)

Revenu net = revenus bruts – (impôts directs + cotisations sociales)

Le revenu réel mesure le pouvoir d'achat c'est-à-dire la quantité de bien et services qu'il permet d'acquérir compte tenu de l'évolution des prix. Le revenu réel se distingue **du revenu nominal**, exprimé en quantité de monnaie, qui ne tient pas compte de l'évolution de l'inflation.

Exercice N° 01

Un salarié reçoit, en début d'année un salaire de 1000 € Au cours de l'année, il bénéficie d'une augmentation de 2 %. **Calculer son salaire nominal en fin d'année.**

- S'il n'y a pas d'inflation au cours de l'année, le salaire nominal (et son évolution) correspond au salaire réel, soit une augmentation de 2 %
- Si l'inflation est de 1,5 %, le salaire réel n'augmente donc que de 0,5 points. **Calculer**
- Si l'inflation est de 3 %, le salaire réel diminue alors de 1 points. **Calculer**

Le revenu national (total des rémunérations reçues par tous les agents pour leur participation à la production) c'est-à-dire le total des revenus primaires, est égal au PIB, diminué du total des impôts liés à la production et augmenté des subventions reçues par les agents.

$$\text{RN} = \text{PIB} + \text{Revenus versés au reste du monde} - \text{revenus reçus du reste du monde}$$

Une seconde approche du revenu national illustre son utilisation. En effet, le Revenu national est affecté à la consommation (C), l'épargne et l'investissement (I) Les impôts (G, ou dépenses publiques), et aux opérations avec les agents non résidents (exportations – importation soit X-M).

$$\text{RN} = \text{C} + \text{I} + \text{G} + (\text{X}-\text{M})$$

La consommation des ménages représente l'utilisation de bien ou de services marchands ou non marchands destinés à satisfaire des besoins. Les biens marchands sont consommés en fonction du revenu disponible, c'est-à-dire en fonction du pouvoir d'achat du salaire le plus souvent) compte tenu de l'indice des prix, déterminants ainsi le niveau de vie.

ZOOM

Le revenu disponible

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. Quatre impôts directs sont généralement pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales généralisées (CSG) et contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Le pouvoir d'achat du salaire

Le pouvoir d'achat du salaire est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de salaire. Son évolution est liée à celles des prix et des salaires. C'est ainsi que, si les prix augmentent dans un environnement où les salaires sont constants, le pouvoir d'achat diminue alors que si la hausse des salaires est supérieure à celle des prix le pouvoir d'achat pourra augmenter. La notion ici retenue est le salaire mais le raisonnement s'applique à l'ensemble des ressources (travail, capital, prestations familiales et sociales...).

Le pouvoir d'achat de la monnaie

Le pouvoir d'achat de la monnaie est la quantité de biens et de services qu'il est possible de se procurer avec une unité monétaire. Du fait de la hausse des prix, le pouvoir d'achat de la monnaie se déprécie au cours du temps. À l'extérieur du pays il diminue en cas de dépréciation et de dévaluation et augmente dans les cas inverses. Pour observer l'évolution réelle de l'activité économique (production, consommation...) il est donc nécessaire de tenir compte des effets de l'inflation. On distingue ainsi les évolutions à prix courants (sans correction de l'effet de l'inflation) des évolutions à prix constants (avec correction de l'effet de l'inflation). Dans le premier cas il s'agit d'une évolution en valeur et dans le second d'une évolution en volume. Pour approximer l'inflation (ou la déflation), on utilise en général l'indice des prix à la consommation (IPC).

Indice des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est

une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le SMIC. L'indice retenu pour le SMIC est celui des "ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé, hors tabac".

Le niveau de vie

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Le revenu des ménages

Le menu des ménages est constitué des **revenus primaires** (ou directs) et des **revenus secondaires** (ou indirects, ou revenus de transfert).

Les revenus directs contiennent :

- Les revenus du travail : salaires, cachets, honoraires, etc...
- Les revenus du capital, c'est-à-dire de l'épargne placée : intérêts et dividendes
- Les revenus mixtes, dits revenus de la propriété : loyer, droits d'auteur, revenus des brevets ...

Les revenus indirects comprennent :

- Les revenus reçus en échange d'une contrepartie (cotisation préalable) généralement financée au titre de la solidarité professionnelle entre actifs : retraites, allocations chômage, indemnité maladies...
- Les revenus sans contrepartie préalable, généralement financée par l'impôt au titre de la solidarité nationale entre citoyens : RMI, bourses scolaires.

Les contributions au revenu et au pouvoir d'achat

Le revenu moyen des ménages est lié aux transferts sociaux. La part des transferts sociaux (dont les retraites) représente près du tiers du revenu moyen des ménages.

Le pouvoir d'achat réel des ménages est lié à l'évolution des revenus d'activité, des revenus du patrimoine, des transferts sociaux et à l'évolution des prélèvements fiscaux et sociaux

LA CONSOMMATION

La consommation est l'opération qui détruit de la valeur, par l'utilisation d'un bien ou service, afin de satisfaire un besoin. Cette fonction économique est l'un des moteurs de la croissance, par la demande qu'elle exerce auprès des entreprises (source de création d'activités et d'emploi).

On distingue généralement plusieurs formes de consommation.

Selon la nature du consommateur, entre la consommation finale (le dernier utilisateur, le ménage) et la consommation intermédiaire (consommation des entreprises dans un but de production)

Selon la nature du produit consommé, entre la consommation de biens fongibles (immédiatement détruit dès la première utilisation), de biens **semi durables et durables**,

Selon le prix de l'utilisation du bien, entre la **consommation marchande** (le bien est proposé à un prix supérieur à son coût de revient) et la **consommation non marchande** (le bien est proposé à un prix inférieur à son coût de revient, comme pour les transports en commun urbains, voire sans prix, comme pour la scolarisation obligatoire).

La consommation est liée d'une part au revenu (consommation marchande) mais aussi à l'offre de l'État de services publics dont la consommation est rendue obligatoire par la loi (l'école) ou dont la consommation relève de l'utilisation de biens collectifs tels que la santé, la justice (consommation non-marchande). Ainsi, de nombreux facteurs viennent compléter, et complexifier, le lien entre consommation et revenus, en termes micro et macro économiques. Les effets de ces facteurs sont perceptibles dans le constat de l'évolution de la consommation.

La consommation finale des ménages

Les ménages utilisent, pour la satisfaction de leurs besoins, des produits qui peuvent être regroupés de différentes manières :

- Selon le processus de production, on distingue les biens (agricoles ou industriels) et les services.
- Selon qu'ils sont achetés par les ménages ou financés en partie par les administrations, on distingue les services marchands et non marchands.
- Les « fonctions » regroupent les produits selon 13 besoins principaux satisfaits, ce qui donne lieu au calcul des coefficients budgétaires.

La consommation finale des ménages est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des administrations (dépense de santé, d'éducation, de logement restant à leur charge après remboursements éventuels).

ZOOM 3 - La consommation finale :

Utilisation de biens et services pour la satisfaction directe des besoins humains.

La consommation des ménages

1- **la dépense de consommation finale des ménages.** Elle se limite aux dépenses que les ménages supportent directement.

Elle comprend :

- La part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels.
- Les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.
- Les impôts qui permettent le financement de services aux ménages sont inclus dans la consommation finale. (taxe d'enlèvement des ordures ménagères par exemple).

La consommation effective des ménages est composée de :

La consommation des administrations publiques

Les services non marchands des administrations sont utilisés en consommation finale par les ménages et les entreprises (la sécurité publique).

Ils sont comptabilisés comme consommation des administrations.

2 - **les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des administrations** sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elles correspondent à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé).

Source : <http://www.statapprendre.education.fr/insee/cons/combien/definitions.htm>

Analyse macroéconomique

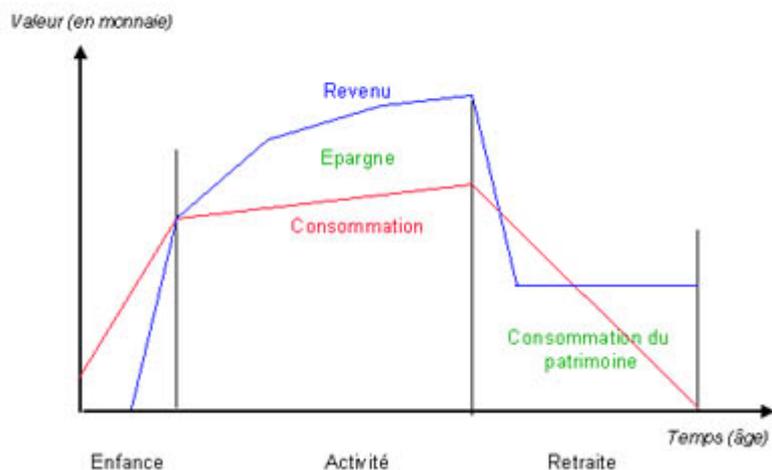
Dans l'approche keynésienne, la consommation marchande résulte de la différence entre le revenu et l'épargne : $R = C + S$. La part moyenne du revenu consacré à la consommation (la propension moyenne à consommer) est globalement constante (82 % du revenu). Cette part moyenne se distingue de la propension marginale à consommer qui relève l'utilisation du dernier revenu perçu (achat exceptionnel en cas de recette exceptionnelle).

M. Friedman, dans la **théorie du revenu permanent** complète la relation revenu-consommation en montrant que les individus effectuent des **anticipations rationnelles** en adaptant leur consommation non pas au revenu immédiat, mais au revenu futur anticipé. Ainsi la consommation peut s'écarter du niveau de revenu actuel en fonction d'une prévision d'accroissement (ou de réduction) des ressources.

La théorie du cycle de vie, de **F. Modigliani** (1954) introduit une nouvelle distance entre niveau de revenu et niveau de consommation. Au-delà du revenu, la consommation d'un agent est aussi liée à sa position dans son cycle de vie. Avant la période d'activité, les agents consomment sans disposer d'un revenu propre (les adolescents par exemple). Pendant la période d'activité le niveau de consommation des agents est inférieur à leur revenu (constitution d'une épargne de précaution pour les « vieux jours»). Enfin, pendant la retraite, le

niveau de consommation peut être supérieur au niveau des pensions reçues (par ex., grâce à l'absence de loyer à payer pour les propriétaires de résidence principale) (figure 4).

Figure 4 : Le cycle de vie patrimonial de F Modigliani



Duesenberry, avec la **théorie du revenu relatif**, montre l'importance des effets d'imitation. L'agent est tenté de reproduire le mode de consommation de la PCS « supérieure », produisant ainsi un **effet de démonstration**.

Analyse micro économique

Dans l'analyse néo classique, le consommateur est un être parfaitement rationnel qui cherche à maximiser l'utilité de son budget par le point de tangence entre sa courbe d'indifférence (ou courbe d'iso-satisfaction) et sa droite de budget. Traditionnellement la demande, donc la consommation, suit la loi de l'offre et de la demande. La demande augmente lorsque les prix baissent.

Mais de nombreux facteurs viennent nuancer cette vision plutôt mécanique.

L'effet Giffen montre que la baisse des prix de produits inférieurs (biens alimentaires de première nécessité par exemple) peut entraîner une hausse de la demande de ces biens, les seuls accessibles pour les ménages les plus modestes en cas de hausse des prix des biens supérieurs.

L'effet Veblen (ou *snob-effect*) montre que les consommateurs cherchent à se distinguer en achetant les produits les plus onéreux (**effet de distinction**).

L'effet mode, sous l'influence notamment de la publicité et des techniques de la mercatique induit les consommateurs vers des comportements bien éloignés de la rationalité néo classique. De même que le prix élevé est perçu comme un signal de qualité, les marques connues exercent un effet d'attraction vers le consommateur....

Le phénomène des élasticités permet aussi d'éclairer des liaisons paradoxales entre évolution des prix et évolution de la demande. L'élasticité mesure les conséquences de l'évolution d'une variable (le revenu, le prix, la demande) sur l'évolution d'une autre variable.

L'élasticité-prix montre la sensibilité de la demande d'un bien X par rapport à l'évolution de son prix. On constate, que l'augmentation du prix de certains biens (carburant automobile, tabac, alcool) n'entraîne pas de baisse sensible de la demande (sauf augmentation brutale et soutenue des prix). A l'inverse la baisse des prix de certains biens inférieurs n'entraîne pas d'augmentation de la demande pour ce bien (le pain, par exemple). La demande de ces biens est dite inélastique par rapport aux prix.

L'élasticité-revenu montre l'évolution de la demande des biens en fonction de l'évolution des revenus. Ainsi, une augmentation durable des revenus entraîne un déplacement de la demande, soit une baisse de la demande pour les biens inférieurs et alimentaires et une hausse de la demande pour les biens supérieurs de confort. On rejoint ici la **loi d'Engel** qui explique par exemple que lorsque le revenu des ménages augmente, la part du budget (ou coefficient budgétaire) consacrés aux biens de première nécessité (dont les produits « de base » de l'alimentation), diminue.

Les élasticités croisées mesurent les effets de la hausse du prix d'un bien X sur la demande d'un autre bien Y, dans la mesure où ces biens sont substituables. L'augmentation du prix du fioul domestique peut entraîner par exemple l'augmentation de la demande du bois de chauffage.

L'évolution de la consommation

L'observation empirique de l'évolution de la consommation permet de constater trois éléments principaux.

La confirmation de la loi d'Engel, par la modification de la structure de la consommation, en général et de la consommation alimentaire en particulier (moins de pain, plus de broche).

La croissance régulière de l'équipement des ménages en biens durables. La croissance du taux d'équipement des ménages est caractérisée simultanément par la faible croissance des produits anciens (croissance par renouvellement ou changement technologiques dans l'électroménager et l'automobile) et la forte croissance des produits récents (téléphonie mobile, micro-ordinateurs)

L'inégalité de la consommation en fonction du revenu, de l'âge et de la PCS d'appartenance (dépense de santé des agriculteurs exploitants, des ouvriers, et cas limite, des chômeurs de longue durée et SDF notamment). De même, l'impact de ces variables est visible sur le taux de départ en vacances (directement lié à la PCS d'origine), ou sur le taux d'équipement de certains biens d'équipements (les lave-vaisselles et les micro-ordinateurs sont l'apanage des plus jeunes).

L'EPARGNE

Fraction du revenu non consommé, l'épargne a une fonction économique. En fournissant les capitaux nécessaires aux entreprises pour leurs investissements, elle contribue à la croissance et à la modernisation de l'outil productif.

L'épargne réunit les **agents à capacité excédentaire de financement** (les ménages) et les **agents à besoins structurels de financement** (les entreprises).

Les motifs de l'épargne

On distingue trois motifs essentiels :

- **L'épargne de constitution** (acquisition de biens immobiliers : ex. la résidence principale) destinée à la constitution d'un patrimoine (plan épargne logement).
- **L'épargne de précaution** (retraite, dépenses de santé, avenir des enfants...). Dans ce sens, l'effort d'épargne est inversement lié à l'importance du système de protection sociale en vigueur.
- **L'épargne de spéculation** est destinée à procurer des gains financiers et à maintenir la valeur du patrimoine, (notamment érodé par l'inflation) par des transactions sur le marché financier et boursier, par l'achat de SICAV, de parts de FCP, d'actions et d'obligations, livrets A défiscalisés de la caisse d'épargne...

L'analyse économique de la fonction d'épargne

- **Dans la théorie classique**, c'est l'arbitrage par le taux d'intérêt qui répartit le revenu entre consommation et épargne.
- **Dans la théorie keynésienne**, c'est l'arbitrage par l'importance du revenu qui détermine la part de l'épargne (la propension moyenne à consommer, la PMS), le taux d'intérêt n'intervenant, en second lieu, que pour la répartition des formes d'épargne entre placements et détention de monnaie (hypothèse de préférence pour la liquidité).

L'évolution du taux d'épargne

Situé entre 18 et 20 % du revenu disponible dans les années 1970, le taux d'épargne des ménages a chuté pendant les années 1980 (10 % en 1987), pour se fixer autour de 12,5% en moyenne depuis 15 ans (12,7% en 2007)

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution :

- **La baisse du taux d'inflation**, qui renchérit le coût des emprunts et réduit le revenu net des prêts.

- **La faible progression du pouvoir d'achat**, liée au partage de la V.A., défavorable au travail et favorable aux revenus du capital.
- **L'inquiétude des ménages** quant au financement de la sécurité sociale et des retraites, et quant à l'avenir de l'emploi.

En conclusion, le marché lie efficacement les revenus à l'épargne et/ou à la consommation, au prix d'inégalités économiques certaines, alors que l'action de l'État dans ce domaine réduit plutôt les inégalités sociales, au prix d'un coût budgétaire qui pose aujourd'hui problème pour l'équilibre des finances publiques, comme le montre le déficit croissant des comptes de la sécurité sociale (-30 Milliards d'€ prévus en 2010 selon le rapport de la cours des comptes de 2009).

Pour aller plus loin...

Webographie

Sur la consommation des ménages

Site Insee-educnet : La consommation

<http://www.statapprendre.education.fr/insee/cons/combien/combienaccueil.htm>

La consommation des ménages depuis cinquante ans

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/CONSO09c.PDF

Consommation et mode de vie

<http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=CMV235>

Consommation et conditions de vie des ménages

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/problemes-economiques/graphiques/consommation-conditions-vie.shtml>

Les salaires dans les entreprises en 2008- Insee première Juin 2010

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1300

Les revenus en France (Insee référence 2010)

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=SALFRA10&nivgeo=0>

L consommation des ménages (janvier 2011)

http://www.conso.net/bases/5_vos_droits/1_conseils/conseil_1179_048-tableau_de_bord.pdf

La consommation des ménages : des applications pédagogiques

http://www.ses.ac-versailles.fr/spip.php?article144*

Une application pédagogique

http://pedagogie.ac-amiens.fr/eco-gestion-lp/IMG/pdf/Mise_en_situation.pdf

La société de consommation (J Baudrillard – 1970) Une note de synthèse

http://appli7.hec.fr/amo/upload/AMO_consommation_baudrillard.pdf

Sur le revenu des ménages

Le surendettement des ménages (octobre 2009)

http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/10/13/avec-la-crise-le-surendettement-des-menages-explose_1253334_1101386.html

Le surendettement des particuliers

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000707/index.shtml>

Typologie du surendettement – Banque de France

http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/autres_telechar/typologi.pdf

La pauvreté en France (septembre 2010)

<http://www.inegalites.fr/spip.php?article270>

Ministère de l'emploi - observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Sur l'épargne

L'épargne des ménages

<http://brises.org/notion.php/epargne/revenu-disponible-brut/placement/financement-investissement/taux-interet/notId/19/notBranch/19/>

L'épargne salariale

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/epargne-salariale/index.shtml>

Le rôle de l'épargne

<http://www.christian-biales.net/documents/epargne.pdf>

Bibliographie

Titre	Editeur	Auteur
L'économie politique	Armand Colin – Cursus	A. Silem
Sociologie de la consommation	Repère – La découverte	N. Hepin
Consommation et épargne	Repère – La découverte	P. Villieu
La consommation des Français	Repère – La découverte	N. Hepin, D. Verger
50 ans de consommation en France	INSEE	J. Ph. Cotis
La société des consommateurs	O. Jacob	R. Rochefort
L'épargne	PUF	P. Arthis D. Plihon
La consommation	PUF	D. Desjeux